



QUAND LES DJIHADISTES NÉGOCIENT LA PAIX

Les conflits liés aux ressources naturelles comme armes de guerre dans la crise prolongée au Mali

Après le coup d'État du 18 août 2020 au Mali, le gouvernement de transition doit encore présenter une feuille de route pour la paix dans le centre du pays définissant une nouvelle stratégie de dialogue avec les acteurs non étatiques armés. Pour soutenir ce processus, il est important que les bailleurs de fonds internationaux du Mali identifient les accords de paix locaux déjà existants et soutiennent le dialogue au niveau local avec toutes les parties aux conflits.

Depuis 2015, la crise sécuritaire croissante au Mali s'est aggravée dans la région centrale du pays, Mopti, aggravée par des conflits locaux pour les ressources naturelles ayant des racines politiques de longue date ainsi que par l'anarchie et la criminalité économique croissante. Alors que les groupes djihadistes d'Al-Qaïda et de l'État islamique du Grand Sahara s'installent dans

RECOMMANDATIONS

- Une désescalade immédiate des conflits est nécessaire par le désarmement des milices et le rétablissement de la confiance entre les communautés locales et les forces armées du Mali, en mettant l'accent sur la protection des civils.
- Le Mali a besoin d'une stratégie nationale globale pour inclure les djihadistes et les milices locales dans le dialogue, la réconciliation et la résolution des conflits.
- Les bailleurs de fonds internationaux doivent identifier les accords de paix locaux déjà existants et soutenir le dialogue au niveau local entre toutes les parties aux conflits.
- Des solutions à long terme réglant l'égalité d'accès aux ressources naturelles pour les différents groupes de population sont essentielles.

les territoires nouvellement conquis, les djihadistes, les milices d'autodéfense et les forces de défense et de sécurité commettent des atrocités contre la population locale. Pourtant, ces derniers temps, les groupes djihadistes semblent réussir à négocier des accords de paix locaux par le biais d'une oppression violente. Si l'État doit reprendre le contrôle des zones contrôlées par les djihadistes, il faut un nouveau contrat social entre l'État et ses populations locales qui s'attaque aux griefs sociaux, économiques et politiques existants.

La crise de Mopti est une extension de l'insécurité qui sévit dans le nord du Mali depuis 2012. Après avoir été chassés par les interventions antiterroristes françaises et de stabilisation de l'ONU à Kidal, Gao et Tombouctou en 2013-14, des groupes armés ont envahi diverses localités de Mopti. Dans ce contexte, les djihadistes et les milices d'autodéfense utilisent des attaques contre les moyens de subsistance de la population et l'accès aux ressources comme arme de guerre pour contrôler les communautés et financer les activités criminelles.

Les attaques comprennent l'extorsion, le pillage, la destruction par le feu de huttes, de graineries et de villages, ainsi que le pillage et l'abattage du bétail. L'interruption de la production agricole, qui dure depuis trois ans, provoque des déplacements de population et une famine généralisée.

EN 2019, LE CONFLIT AU MALI A CAUSÉ 1.881 DÉCÈS.

A Mopti, la première moitié de 2020 a été la période la plus violente, avec une moyenne de dix attaques par semaine et un total de 877 personnes tuées (bases de données ACLED, 2019 ; 2020). En février 2020, il y avait plus de 56.000 personnes déplacées à l'intérieur de Mopti sur une population estimée à 1.6 million (OCHA, 2020).

Contexte du conflit

L'économie rurale locale dépend de l'accès saisonnier à des ressources naturelles essentielles. Cet accès a été affecté par des événements climatiques extrêmes et des sécheresses au cours des trente dernières années. Pendant des siècles, différents groupes de population - les éleveurs Foulani et Touaregs, les pêcheurs Bozo et les agriculteurs Dogon - se sont fait concurrence ou ont collaboré pour une utilisation complémentaire des ressources. Cependant, au cours des deux dernières décennies, des pratiques d'élite corrompues et la

mauvaise gestion ont alimenté des conflits fréquents mais limités concernant l'accès à la terre, aux pâturages et à la pêche. Des tensions et des troubles sociaux ont également été causés par les relations sociales très stratifiées qui existent au sein des groupes et entre ceux-ci. Ces groupes ont entretenu les structures féodales des élites corrompues et de leurs bénéficiaires démunis. À la suite d'une résurrection djihadiste, ces tensions ont tourné à la violence et ont mené à la mobilisation de la population en divers groupes armés.

Les principaux acteurs armés des groupes djihadistes de Mopti comprennent divers sous-groupes de l'État islamique du Grand Sahara (EIGS) et la branche régionale d'Al-Qaïda, Jama'at Nusrat al Islam wal Muslimin (JNIM). Ces groupes tirent parti de la pauvreté et du sentiment d'abandon pour recruter, en particulier parmi les éleveurs Foulani. Des combattants de la région et d'ailleurs, dont des Foulani du Niger et du Burkina Faso comme Ansarul Islam, ont rejoint les djihadistes à Mopti. La présence disproportionnée des Foulani parmi les djihadistes a miné la confiance entre les communautés et soumis tous les Foulani à une stigmatisation sans précédent, même si les djihadistes parmi les Foulani sont une minorité.

Pour se protéger des djihadistes, de nombreuses communautés Dogon et Bambara ont créé des milices d'autodéfense telles que la milice Dan Na Ambassagou (« les chasseurs qui se confient à Dieu ») qui a déclaré la guerre aux djihadistes et attaqué les civils Foulani accusés de soutenir les djihadistes. La Dan Na Ambassagou, qui attire des mercenaires retraités de la région (Côte d'Ivoire et Liberia), sont accusés d'être des informateurs des forces gouvernementales. Contestant la violence de Dan Na Ambassagou, certains groupes Dogon ont formé d'autres milices d'autodéfense, comme Dana Atem.

Les forces de défense et de sécurité du Mali (FDS) ont été accusées d'abus extrajudiciaires sur des civils, en particulier les Peuls, que les FDS accusent également d'être des djihadistes ou de collaboration avec des djihadistes. Au cours du premier trimestre 2020, l'ONU a fait état de plus de 100 civils tués par les FDS. En raison des nombreuses attaques djihadistes contre les avant-postes militaires, les FDS se concentrent dans des bases plus importantes, tout en se retirant des zones ayant un besoin urgent de protection.

Là où l'État est absent, les groupes djihadistes contrôlent certaines zones en introduisant de nouvelles règles et institutions, souvent violentes, pour régler les différends et l'accès aux principales ressources naturelles. En outre, les djihadistes ont réussi à négocier des accords de paix locaux dans les épicentres de la violence communautaire entre les groupes Dogon et Foulani. Contrairement à plusieurs accords de paix locaux soutenus par la communauté internationale qui excluent les djihadistes, les djihadistes négocient des accords qui semblent durer au-delà des cessez-le-feu à court terme.

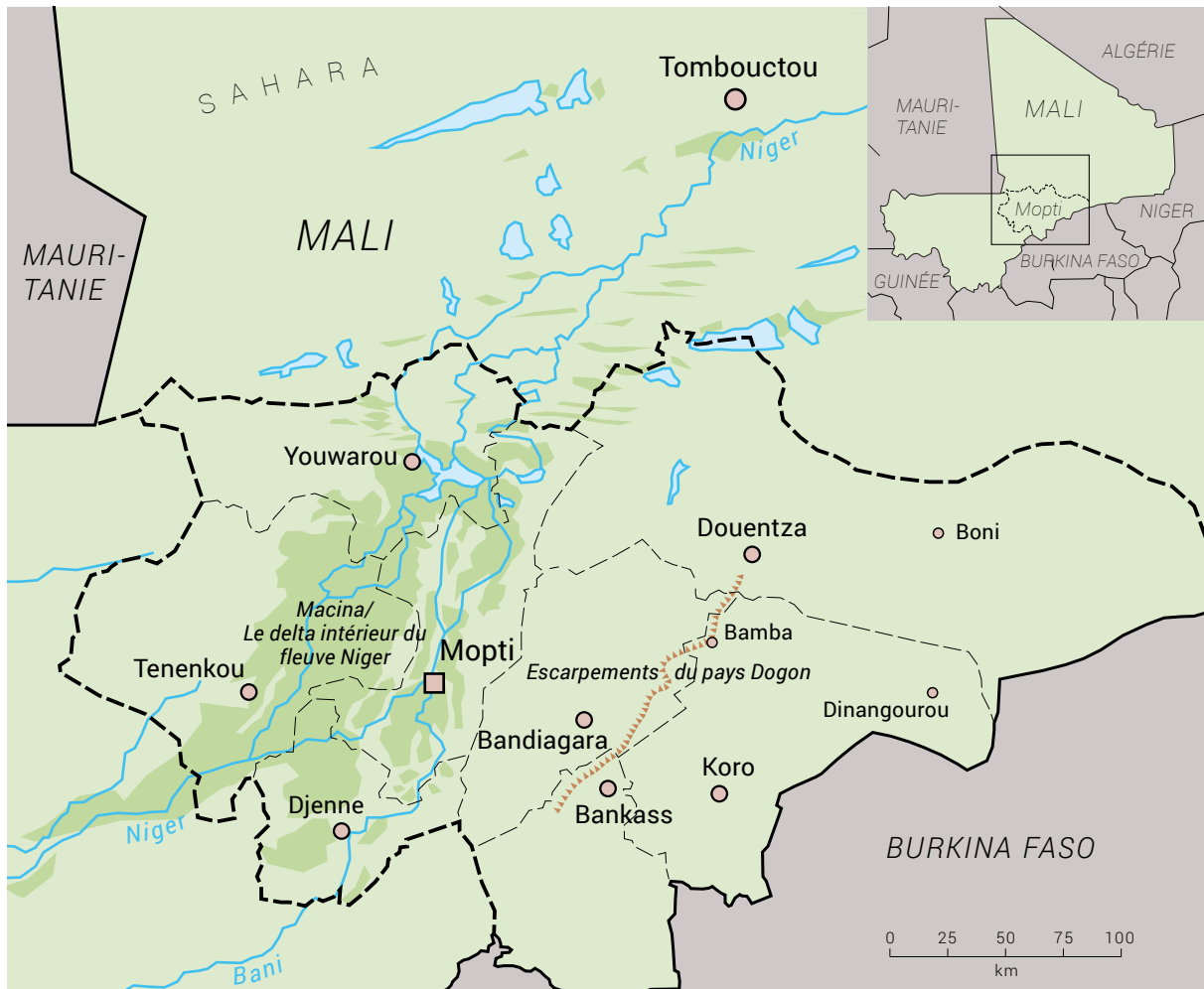
Consolidation de la paix par les djihadistes dans les zones arides

Les djihadistes contrôlent une grande partie de la région de Koro avec le soutien des combattants d'Ansarul Islam de l'autre côté de la frontière avec le Burkina Faso. Depuis près de trois ans, de violents

affrontements et l'oppression économique ont provoqué de graves pénuries alimentaires et rompu les liens historiques entre les communautés Dogon et Foulani. Les djihadistes ont entouré les champs des Dogon et menacé de les attaquer s'ils y entraient, et ont mis en place des barrages routiers pour empêcher les villages Dogon d'accéder aux réserves alimentaires. Pour se venger, les milices Dan Na Ambassagou ont attaqué les bergers Foulani et les ont empêchés d'accéder aux villages Dogon, aux marchés, aux écoles et aux établissements de santé. Ils ont également introduit des taxes et des garnisons dans les villages Dogon.

En réponse à ces tensions, en juillet 2020, les villageois Dogon se sont organisés pour négocier avec les chefs djihadistes. Pour convaincre les djihadistes de lever l'embargo, les représentants de la communauté ont invoqué les liens historiques et les pactes de sang

Mali



Le delta intérieur du fleuve Niger, également connu sous le nom de Macina, est la plus grande plaine inondable d'Afrique de l'Ouest. Situé à la lisière du désert du Sahara, il s'agit d'un espace historiquement contesté qui donne accès à d'importantes ressources naturelles pour les éleveurs et les agriculteurs locaux et pour la production alimentaire nationale.

entre les communautés Dogon et Foulani. Les djihadistes ont finalement mis en place un accord de paix qui a mis fin aux violences entre les deux communautés, auquel les Foulani et Dogon ont adhéré jusqu'à présent. Les djihadistes ont fixé plusieurs conditions pour permettre l'agriculture, l'exploitation forestière et l'élevage, à savoir : l'expulsion de Dan Na Ambassagou ; l'interdiction des armes ; l'introduction de lois sur la famille et de taxes basées sur la charia ; l'interdiction de tout contact avec l'État et l'armée maliens ; et le respect des accords coutumiers régissant la l'utilisation des terres et des ressources. Selon nos sources, les gens ont des opinions divergentes sur l'accord.

Certains évoquent un déséquilibre de pouvoir évident entre les Dogons et les djihadistes. D'autres pensent que l'accord offre l'espoir d'une paix.

Embargo djihadiste dans le Delta

A quelque 300 kilomètres des escarpements du pays Dogon, un autre type d'implantation djihadiste a eu lieu après le déploiement de l'armée malienne (FAMa) à Dialloubé en 2018 pour renforcer la sécurité dans la région du Delta. Les djihadistes sont parvenus à retourner la population contre les forces armées en imposant des embargos et en bloquant les mouvements vers et depuis les villages.

Ils ont également kidnappé et assassiné plusieurs personnes et ont interdit la pêche traditionnelle et l'accès aux champs agricoles.

Au bout d'un an, les chefs du village ont formé une commission de 20 personnes pour négocier la levée de l'embargo djihadiste. Au bout de trois mois, un accord minimum a été conclu avec des restrictions sévères. Les djihadistes ont ordonné à la population de rompre avec les FAMa, qu'ils considéraient comme Dahoutou (autorités du mal) et de revenir à la charia et au djihad. En retour, la population a été autorisée à accéder aux réserves alimentaires et à reprendre ses activités agricoles et de pêche.

Soutenir les efforts de médiation locaux

Ces exemples d'accords de paix négociés au niveau local n'ont jusqu'à présent reçu que peu d'attention de la part des acteurs internationaux au Mali. Bien qu'un soutien international ait été accordé au dialogue au niveau local, celui-ci a souvent été mené de manière non coordonnée et a livré peu de résultats durables. Pour renforcer ces efforts, les partenaires internationaux du Mali devraient commencer par identifier les accords de paix locaux déjà établis, sur base d'un dialogue participatif avec les représentants des familles et des communautés, les autorités religieuses et coutumières et les experts locaux en médiation des conflits. Ce faisant, il est important d'éviter les approches biaisées en basant l'engagement sur une compréhension approfondie et spécifique au contexte des pratiques politiques sociales et des croyances culturelles et religieuses.

Il est également nécessaire d'instaurer la confiance et d'assurer une large participation en facilitant les négociations entre les membres de la communauté, les acteurs traditionnels, coutumiers et religieux et les acteurs non étatiques armés, afin de corriger le déséquilibre actuel dans la gestion des ressources naturelles. Cela signifie également qu'il faut redéfinir le rôle des institutions locales dans la résolution durable des conflits intercommunautaires.

Compte tenu de la position de force des groupes djihadistes dans les zones touchées par le conflit, et pour éviter toute obstruction, il est important de réfléchir à la manière d'inclure les groupes djihadistes dans les négociations locales et les accords de paix. Cela implique de faire le lien entre les efforts de consolidation de la paix et de soutenir le dialogue et la réconciliation.

Boubacar Ba, chercheur indépendant, Mali (boubacarba825@gmail.com) et Signe Marie Cold-Ravnkilde, chercheuse principale, DIIS (smr@diis.dk)

Photo de couverture : Des réfugiés maliens avec leur bétail au Burkina Faso, près de la frontière avec le Mali (photo avec l'autorisation de VSF)

